

Dis Papa, c'est quand qu'on investit dans les routes, les trains, les tunnels ou les écoles?



La jonction Nord-Midi à Bruxelles date de 1952 et elle fonctionne aujourd'hui à capacité maximale. Que se passera-t-il quand le RER sera pleinement opérationnel? En l'état actuel, ce sera tout simplement le blocage. - © BELGAIMAGE

Les entrepreneurs des grands travaux lancent un cri d'alarme: l'état des infrastructures belges est dramatique. Pour eux, aucun doute, l'Etat a négligé son devoir de bon père de famille et, plus grave, il n'y a aucune vision de l'avenir.

Ni entretien, ni investissement et aucun plan crédible pour le futur, l'ADEB, l'association des entrepreneurs belges de grands travaux ne mâche pas ses mots. Et de multiplier les exemples connus de tous: les routes, les tunnels bruxellois, le Palais des Beaux-Arts et le Conservatoire de Bruxelles ou encore la gare de Vilvoorde.

Pire en Wallonie

Avec une nuance régionale comme le constate Marc Peeters, le président de l'ADEB : " Soyons honnête, je crois que la situation en Wallonie est vraiment grave et pas seulement pour les routes. Prenons toutes les grandes villes du sud du pays, Mons, Charleroi et Liège. Elles méritent quand même une infrastructure digne pour leurs populations comme pour les gens qui passent dans la ville. Prenons l'exemple récent du tram de Liège. La volonté était là pour construire un tram d'un coin de Liège vers l'autre. Malheureusement, après trois ans d'études, après trois ans de dépenses, on a abandonné ce projet par manque de vision, par manque de volonté ". Et selon les responsables de l'ADEB les règles budgétaires européennes ne constituent pas la vraie explication de cet abandon. Ce sont ici les responsables politiques qui sont clairement visés.

Malgré tout, on a quand même un peu l'impression que les entrepreneurs défendent d'abord leurs intérêts. Le secteur souffre c'est évident. En quatre ans, il a perdu 20.000 postes de travail, une bonne partie en raison de la sous-traitance confiée à des entreprises étrangères. Question de coût salarial, il n'y a pas photo!

Mais les entrepreneurs ne font pas que se plaindre. Ils proposent cinq mesures urgentes dont une politique forte d'investissement et un entretien systématique. Evidemment ces mesures demandent des moyens dans un contexte budgétaire très compliqué. Sans oublier le corset des règles européennes.



Il y a des sous !

Pour l'ADEB et son directeur général Didier Cartage, c'est dans le privé qu'il faut chercher les sous : "*Le pouvoir politique se réfugie derrière la rigueur budgétaire, derrière le manque de moyens. Or des moyens il y en a ! Il n'y a simplement pas de volonté politique d'aller chercher l'argent où il se trouve notamment auprès des fonds de pension des compagnies d'assurance qui disposent de moyens et pour qui les projets d'infrastructure correspondent typiquement aux investissements recherchés. Vous qui n'avez pas de crèche, pas d'école pour vos enfants, pas de maison de repos pour vos grands-parents, vous qui en avez marre de casser vos suspensions dans les trous des routes, mobilisez-vous, signez la pétition. Investir est vital. Stop à l'immobilisme*".

Pour terminer, un dernier exemple. A Bruxelles, on parle beaucoup et à juste titre des tunnels, mais il y a un dossier autrement plus complexe et de plus grande ampleur: la jonction Nord-Midi. Déjà limitée avec le trafic actuel, elle sera tout simplement incapable d'accueillir le RER.

Il faut huit ans entre la conception et la mise à disposition et rien n'a encore été fait.